



ENSEMBLE, MOBILISES, GAGNONS LE RETRAIT DU PROJET DE LOI, SARKOZY, WOERTH, FILLON

Alors que des millions de français sont dans la rue, qu'ils manifestent leur volonté de voir retirer le projet de loi du gouvernement Sarkozy et du MEDEF, les parlementaires de droite ne veulent rien entendre, poursuivent, accélèrent, l'étude du projet de loi, votent les articles les uns après les autres.

Devant le renforcement de la contestation ils ont choisi la fuite en avant et l'adoption la plus rapide possible de cette loi.

Ils sont quelques centaines dans les salons feutrés et les hémicycles parlementaires à s'asseoir sur la volonté exprimée très fortement par la population.

Dans notre département ils sont 13.

- **Quatre sénateurs** : François-Noël Buffet ; Muguet Dini ; Elisabeth Lamure ; Jean-Jacques Pignard
- **Neuf députés** : Michel Havard ; Dominique Perben ; Philippe Cochet ; Patrice Verchère ; Bernard Perrut ; Christophe Guilloteau ; Raymond Durand ; Michel Terrot ; Philippe Meunier.

Treize femmes et hommes à qui il faut ajouter les ministres, Mme Nora Berra et M. Michel Mercier, par ailleurs président du Conseil général du Rhône.

Des hommes et des femmes qui en plus voudraient nous faire croire qu'une fois votés, les articles, la loi, ne peuvent plus être remis en cause. Nous savons qu'il n'en est rien. Le rapport de force qui est en train de grandir, de s'élargir, en est la démonstration.

Cette mobilisation, inédite depuis de nombreuses années, peut et doit permettre de gagner. Permettre de faire reculer le gouvernement Sarkozy, la droite.

Les battre sur la réforme dont ils entendaient faire l'exemple de la remise en cause du socle social de notre pays.

Cette mobilisation s'est construite à partir d'éléments clairs.

- Non cette réforme n'est pas juste, elle repousse l'âge de la retraite, alors que des dizaines de milliers de jeunes sont à la recherche d'un emploi. Elle fait peser le coût financier à près de 80% sur les salariés.

Elle ne tient pas compte de l'usure au travail, de la pénibilité. Elle pénalise plus fortement les femmes, ceux qui ont eu de longues périodes de chômage.

Elle fait comme si l'augmentation de la productivité n'avait pas existé depuis des dizaines d'années. Entre 1960 et 2010 la productivité a été multipliée par 5. Un salarié produit 5 fois plus maintenant.

- Oui de l'argent il y en a. Les milliards donnés aux banques, aux marchés financiers au moment de la crise en 2009 le prouvent ainsi que les milliards de dégrèvements sociaux accordés aux entreprises pour diminuer le coût du travail au détriment de l'emploi et des salaires. En un an la Société Générale a récupéré 1,4 milliards d'euros sur les 4 milliards perdus par leur trader, etc. ...etc....

Derrière ce projet c'est bien le patronat, les marchés financiers, les agences de notations, le FMI, qui se cachent.

Se sont les amis du « Fouquet's » de Sarkozy. C'est Liliane Betancourt la « relation » de Woerth.

Quant à Laurence Parisot, présidente du MEDEF, on ne l'entend pas.

Le patronat, commanditaire et profiteur de la contre-réforme des retraites veut faire oublier que dans les 6 premiers mois de l'année, les entreprises du CAC 40 ont engrangé 41,6 milliards d'euros de profits, en hausse de 86% sur 2009, presque le triple du « déficit » fabriqué de la Sécurité sociale.

Le déni de démocratie, la répression, l'utilisation de la force, les mensonges, n'y changeront rien.

Nous ne voulons pas de cette réforme. Nous voulons maintenir la retraite à 60 ans, nous voulons la prise en compte de la pénibilité au travail.

L'argent pour le financement existe : C'est celui des cotisations sociales, détournées par le patronat, celui des profits.

Déclaration d'ANDRE GERIN, Député PCF du Rhône :

La Radicalisation est nécessaire. La gauche doit assumer ses responsabilités.

La radicalisation est inévitable. L'exaspération est profonde. Des millions de français en ont marre d'être grugés. Pouvoir d'achat, salaires, pensions, retraites amputés. 800 000 emplois industriels ont été supprimés en 18 mois. La France va l'encan. Sarkozy avec l'UMP veulent maintenir un modèle de société capitaliste dépassé, désastreux et régressif. Ils veulent remettre en cause la retraite à 60 ans, les 35 heures, les acquis du Conseil national de la Résistance.

Ce sont eux qui font dérailler l'économie française au service de l'oligarchie financière. Depuis Giscard D'Estaing, l'industrie française a été abandonnée.

Il est temps que la gauche et le PCF assument leurs responsabilités.

Oui, la radicalisation est nécessaire quand l'immense majorité des français est au bord de la crise de nerfs.

Il faut obtenir le retrait pur et simple du projet de réforme des retraites. Il faut contribuer au développement d'un mouvement populaire, uni, puissant et déterminé.

Renouons avec notre peuple. Construisons l'union du peuple de France pour préparer un vrai changement, de société, de rupture avec le capitalisme.

Intervention au Sénat de GUY FISCHER, Sénateur PCF du Rhône (11 octobre) :

« Il apparaît important avant de commencer cette deuxième semaine de débat sur ce projet de loi qui remet en cause le droit à la retraite des Français en rétablissant la vérité sur un point important.

Mr le Ministre avec certains de vos amis de l'UMP vous avez prétendu dès l'adoption par la majorité du Sénat de l'article 5 qui repousse à 62 ans l'âge du départ à la retraite que cet article était définitivement adopté et que le débat était clos.

Vous avez poursuivi cette opération de communication déclenchée dans le seul but de freiner la vague sociale qui menace de vous emporter vous et votre projet, alors même que le Président de séance précisait en s'appuyant sur l'évidence qu'un article de loi n'était définitivement voté que lorsque l'ensemble du projet de loi est adopté.

Vous qui connaissez bien les institutions, ne pouviez ignorer que même sans rejet de l'ensemble du texte une seconde délibération peut être demandée au Sénat.

Une nouvelle fois donc ce gouvernement sur consigne d'un président que l'on sait coutumier des contrevérités et manipulations diverses a tenté de tromper notre peuple.

Ce projet est fondé sur un mensonge celui de Nicolas Sarkozy affirmant en 2007 et 2008, la main sur le cœur que jamais, jamais il ne toucherait à la retraite à 60 ans.

IL n'est donc pas étonnant que la tromperie demeure la méthode du gouvernement en la matière.

La vérité est donc toute autre : le texte ; l'article 5 ou son ensemble peut être rejeté avant la fin du débat au Sénat.

Monsieur le Ministre c'est l'approche d'un mouvement massif le 12 octobre, demain, qui vous oblige à ces pratiques peu glorieuses.

Monsieur le Président je vous invite pour le sérieux et la clarté de nos débats à rappeler au gouvernement la lettre et bien entendu l'esprit de la Constitution et de notre règlement. »

BULLETIN D'ADHESION

Je désire adhérer au PCF :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Email :

A renvoyer à PCF Vénissieux : 48 rue Eugène Maréchal 69200 Vénissieux

☎ : 04 72 50 44 34 🖨 :

pcf.venissieux@wanadoo.fr